

Nom Prénom
Adresse
Code postal / Ville
Mail académique

A M. le recteur de (---)/ Mme la rectrice de (--)
(sous couvert de l'établissement mutualisateur (---))*
Code postal / Ville

Fait à (Ville), le (Date)

Objet : Mise en demeure

Madame, Monsieur,

J'ai été recruté.e pour exercer la mission d'Accompagnant.e d'élèves en situation de handicap (AESH° depuis le (—).
Je suis en poste sur le PIAL (---).

Je constate qu'à la date de la présente, à savoir le (date), je n'ai toujours pas perçu l'indemnité de sujétion en faveur des personnels exerçant dans les écoles et / ou établissements relevant du programme (« Réseaux d'éducation prioritaire » / « Réseau d'éducation prioritaire).

Cette carence de l'administration contredit l'article 1 du décret n°2022-1534 du 8 décembre 2022 modifiant le décret n°2015-1087 du 28 août 2015, les Accompagnant.e.s d'Elèves en situation de Handicap y ont droit. Par ailleurs, l'article 10 dudit décret précise que ce dernier est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2023.

A l'heure de l'informatique, ce retard est inadmissible, aucune excuse technique ne pourrait être invoquée et je vous demande que les opérations nécessaires à l'apurement de la créance que je détens sur votre administration soient effectuées dans les délais les plus rapides. Sauf erreur de ma part, la somme qui m'est due s'élève ce jour à (---) €. Cette somme est à parfaire.

Je suis donc au regret de devoir, par la présente, vous prier de bien vouloir me régler les sommes qui me sont dues dans les délais les plus brefs, la présente valant, si besoin était, mise en demeure, à savoir la somme d'au moins (---) sauf erreur de ma part, à parfaire, outre les intérêts légaux à compter du départ de ma demande préalable, outre encore la capitalisation des intérêts en application des dispositions relevant de l'article 1343-2 du Code Civil à chaque anniversaire de ma demande le cas échéant.

Dans le cas où, par impossible, vous ne feriez pas droit à ma demande, par un refus explicite ou implicite, je me verrais contraint(e) de saisir le juge compétent, avec toutes les conséquences de droit.

Nom Prénom
Signature

***uniquement pour celles et ceux qui dépendent d'un lycée mutualisateur, mention à ignorer pour ceux qui dépendent du service paie du rectorat**